



POUVOIR JUDICIAIRE

C/17705/2022

ACJC/424/2024

ARRÊT

DE LA COUR DE JUSTICE

Chambre des baux et loyers

DU JEUDI 28 MARS 2024

Entre

Monsieur A_____, domicilié _____ [GE], appelant d'un jugement rendu par le Tribunal des baux et loyers le 10 octobre 2023, représenté par Me Laurent NEPHTALI, avocat, rue du Mont-de-Sion 8, 1206 Genève,

et

B_____, sis _____ [BE], intimés, représentés par [la société de gérance] **C**_____, _____ [VD].

Le présent arrêt est communiqué aux parties par plis recommandés du 2 avril 2024

Vu le jugement JTBL/833/2023 du Tribunal des baux et loyers du 10 octobre 2023 dans la cause C/17705/2022;

Vu l'appel formé le 14 novembre 2023 à la Cour de justice par A_____ contre ce jugement;

Attendu, **EN FAIT**, que par lettre déposée le 26 mars 2024 au guichet universel, A_____ retire l'appel formé le 14 novembre 2023;

Considérant, **EN DROIT**, qu'une transaction, un acquiescement et un désistement d'action a les effets d'une décision entrée en force (art. 241 al. 2 CPC);

Que dans un tel cas, l'autorité saisie raye la cause du rôle (art. 241 al. 3 CPC);

Que tel est le cas en l'espèce;

Que la cause sera rayée du rôle;

Que la procédure est gratuite (art. 22 al. 1 LaCC).

* * * * *

**PAR CES MOTIFS,
La Chambre des baux et loyers :**

Prend acte du retrait par A_____ de l'appel interjeté le 14 novembre 2023 contre le jugement JTBL/833/2023 rendu le 10 octobre 2023 par le Tribunal des baux et loyers dans la cause C/17705/2022.

Déboute les parties de toutes autres conclusions.

Dit que la procédure est gratuite.

Raye la cause du rôle.

Siégeant :

Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, présidente; Monsieur Ivo BUETTI et Madame Nathalie RAPP, juges; Monsieur Serge PATEK et Mme Sibel UZUN, juges assesseurs; Madame Maïté VALENTE, greffière.

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 15'000 fr.